

Éléments pour mieux aborder le problème de la confrontation Chine-USA (suite)

2^{ème} partie Ressemblances et différences entre la Chine et les Etats-Unis, les différences pouvant expliquer le défaut de compréhension mutuelle et, de là, la méfiance, puis l'hostilité.

-

Dans un article de janvier 2020, The Economist titrait « la plus importante rupture de la planète » pour qualifier l'affrontement sino-américain, soulignant que les relations [entre les deux superpuissances] sont à leur point le plus périlleux depuis le rétablissement de liens entre MAO et NIXON, ils y a cinq décennies ».

Avant de revenir plus en détail sur les péripéties de cet affrontement (initié par les Etats-Unis) il n'est pas indifférent de comparer d'un point de vue structurel les deux protagonistes pour en apprécier les caractéristiques dans la mesure où celles-ci peuvent influencer sur leur comportement .

Cette comparaison est d'autant plus nécessaire que depuis l'ouverture à l'économie de marché voulue par DENG Xiaoping, les Américains ont considérablement investi en Chine (et les Chinois aux Etats-Unis) et que leurs économies sont si imbriquées désormais qu'on peut se demander qu'elle sera l'issue de la confrontation. En effet, les Chinois ont, pour se développer, copié les Américains (comme l'avaient fait au XIXème siècle les Japonais vis-à-vis des pays occidentaux – et avec leur aide) en adoptant leur acharnement au travail, leur développement technologique, leurs importants investissements dans les infrastructures. Il y aurait donc plusieurs points de convergence entre les deux Etats qui devraient permettre l'élaboration d'une entente – comme ce fut le cas dans les passé, au moment de l'alliance contre le Japon, de 1931 à 1945.

Les ressemblances s'arrêtent là car elles passent à côté de traits beaucoup plus fondamentaux que la simple similitude des processus économiques.

On dit souvent que les contraires s'attirent : c'est exact jusqu'à un certain point, au moins pour les individus ; il faut toutefois pour que ces différences se complètent harmonieusement dans un projet commun (par exemple de fonder une famille entre un homme et une femme attirés l'un par l'autre).

On peut relever trois grandes différences entre les deux Etats qui les amènent à agir différemment et en sens opposé l'un à l'autre dans leur manière de gérer leurs affaires, internes et externes.

La première différence réside dans la formation des deux Etats :

La Chine existe depuis près de 4000 ans ; elle a été unifiée au IIIème siècle avant JC et depuis, en dépit de scissions provisoires correspondant à des changements de dynastie, elle

est restée unie avec un système de gouvernement centralisé mis en place, bien avant la Révolution communiste et repris par le gouvernement actuel, avec son soubassement intellectuel et social (en dépit du Marxisme-Léninisme officiel), le confucianisme.

La Chine s'est développée du nord au sud en intégrant au fur et à mesure des peuples de langue et de coutumes différentes dont certains subsistent sur le territoire chinois actuel et dont une partie a, elle – même, migré vers le sud donnant naissance aux Etats actuels de Birmanie, de Thaïlande et du Laos.

Il y a donc un mouvement nord-sud dans la création de la Chine, ce mouvement étant lui-même contrarié par l'irruption constante de peuples de la steppe, dont certains (Mongols au XIIIème siècle, Mandchous au XVIIème) se sont même installés dans le système gouvernemental chinois en créant des dynasties, rapidement sinisées (celle des Yuan et celle de Qing, en l'occurrence).

C'est la menace permanente des peuples de la steppe qui a fait construire la Grande Muraille ; c'est à cause de cette menace qu'au XVème siècle, un développement prometteur de la Chine vers d'autres rivages concrétisé par les voyages de l'amiral ZHENG He jusqu'en Afrique orientale a été brutalement stoppé ainsi que toute construction navale et toute relation maritime avec l'extérieur par l'Empereur Ming, qui voulait consacrer toutes ses ressources à la lutte contre les barbares du Nord.

Il faut noter, à cet égard, que, pour la première fois de son histoire, la Chine n'est plus sous la menace de peuples venant du nord, le conflit avec l'URSS (qui a donné lieu dans les années 1980 à des combats) étant résolu depuis la disparition de celle-ci et l'affaiblissement consécutif de la Russie : actuellement, c'est plutôt la peuplée et industrielle Chine qui menacerait la Russie orientale peu peuplée et peu équipée. Ce trait pourrait d'ailleurs rapprocher la Chine des Etats-Unis qui, dans leur configuration actuelle n'ont pas de voisins hostiles au nord et au sud (sauf au plan de l'immigration, sur laquelle on reviendra plus loin).

La Chine ne connaît pas non plus de menace proche actuellement du côté de la mer, celle du Japon, qui s'est manifestée la dernière fois avec brutalité pendant la deuxième Guerre mondiale, n'existant que comme supplétif des Etats-Unis, vraie nouvelle menace de par delà l'Océan (au plan économique et touristique les liens sont étroits). A l'Est, la Chine est en contact avec les républiques musulmanes issues de l'URSS avec lesquelles elle a de bons rapports, encouragés et augmentés dans le cadre des « Nouvelles routes de la Soie » : elle se préoccupe surtout, à l'intérieur même de ses frontières, de l'indépendantisme musulman au Xinjiang, qu'elle réprime impitoyablement, sans réaction de protestation des Etats musulmans voisins (avec lesquels elle collabore d'ailleurs dans la lutte contre le terrorisme dans le cadre du Groupe de Shanghai).

Au Sud-Est, la Chine est en conflit larvé (les deux pays collaborent dans d'autres instances d'intérêt commun) avec l'Inde à laquelle elle dispute un certain nombre de territoires.

Par comparaison, les Etats-Unis se sont formés d'Est en Ouest à partir de populations immigrées, volontairement ou non) : c'est précisément la dernière vague de cette poussée américain vers l'Ouest qui provoque actuellement l'affrontement entre les deux pays, l'un apparaissant comme un intrus (du genre des barbares du nord autrefois) l'autre comme un centre de civilisation qui a rayonné sur une bonne partie de l'Extrême Orient et qui n'a de leçons à recevoir de personne.

La deuxième différence – majeure – réside dans la conception du pouvoir dans chacun des deux protagonistes :

La Chine, unifiée depuis longtemps, reste un Etat unitaire, avec un contrôle qui reste étroit sur les provinces (non dépourvues de prérogatives propres mais sans aller jusqu'à l'autonomie complète) ; ce contrôle est encore renforcé dans le cadre d'un pays gouverné par un parti unique, le Parti Communiste Chinois, qui pousse ses antennes à l'intérieur de toute organisation quelle qu'elle soit (y compris les entreprises – même étrangères).

Par contraste, les Etats-Unis sont, depuis leur indépendance en 1774, une fédération de différents Etats qui ont de larges prérogatives propres, concurrentes parfois de celles de l'Etat fédéral. Cet émiettement territorial est évidemment un facteur de faiblesse dans la prise de décisions qui peuvent aller à l'encontre des celles de l'Etat fédéral, seul maître (sous le contrôle du Sénat) de la Défense et des relations internationales, notamment dans le domaine commercial. Les Etats-Unis ont d'ailleurs longtemps hésité (et hésitent encore) sur les mérites respectifs de la confédération ou de la fédération, la dernière expression violente de ce dilemme ayant été la Guerre de Sécession (1861-65) entre Etats du Sud (esclavagistes) et Etats du Nord (industrialisés).

L'exercice du pouvoir est encore émietté aux Etats-Unis entre le pouvoir politique (incarné dans le Congrès et les tribunaux) et le pouvoir économique, qui finance le pouvoir représentatif et influe considérablement sur les décisions prises ou à prendre ; il y a aussi deux grands centres de pouvoir en Amérique, la presse (qui fait et défait les réputations et qu'il vaut mieux avoir avec soi que contre soi) et le complexe militaro-industriel (le « Deep State ») qui profite directement des commandes pour la Défense et à intérêt à faire durer le plaisir, au besoin en inventant des ennemis imaginaires. Il n'y a évidemment rien de tel en Chine où « le Parti commande au fusil » et où les chefs d'entreprise sont étroitement inféodés au Parti (les quelques francs-tireurs étant rapidement rappelés à l'ordre, sous différents prétextes). A l'inverse de celui des Etats-Unis, dont les citoyens récusent, instinctivement, l'«Etat administratif», le système de la Chine s'exprime dans une bureaucratie toujours présente et relativement efficace mais dont la réactivité peut toutefois laisser à désirer – comme vient de le démontrer le retard pris à faire face au coronavirus.

La troisième grande différence réside dans la conscience que chaque pays a de lui-même :

La Chine, forte de son existence plurimillénaire et de son influence culturelle dans toute l'Asie orientale, se considère comme le « Centre du Monde » (ce que signifie son nom même, « Etat du centre »). Elle vise à retrouver dans sa plénitude cette situation qui lui a été arrachée par les Occidentaux – et le Japon- au XIXème siècle.

Les Américains, se référant à l'idéal des Pères fondateurs puritains, font état constamment de leur mission vis-à-vis du reste du monde. Quand ils en doutent – ne serait-ce qu'en rapprochant de cet idéal leur comportement concret vis-à-vis des peuples indigènes et de leurs voisins, comme le Mexique – ils s'inventent une mythologie propre à les conforter dans leur mission civilisatrice universelle et à fournir aux gens bien organisés qu'ils sont des recettes permettant de réagir rapidement à tout événement en se référant à un précédent : ce fut, à la fin du XIXème siècle la théorie de la « Manifest Destiny » ; ce sont les constructions pseudo-historiques telles que « le Choc des Civilisations » de HUNTINGTON ou « le Piège de Thucydide » de Graham ALLISON ; ces livres ont eu un succès immense, notamment dans le « Deep State » qui y a trouvé la confirmation de sa propre politique. Ces constructions intellectuelles font fi d'un principe absolu : l'Histoire ne se répète jamais (ou alors, c'est sa caricature, disait Karl MARX) et s'il est recommandé de tirer des leçons des erreurs passées – pour ne pas rééditer indéfiniment les mêmes bêtises- il est plus sage de ne pas se reposer sur ses lauriers antérieurs pour affronter le présent.

La Chine n'a pas besoin de ce genre de créations intellectuelles pour agir et pour se justifier à ses propres yeux : depuis des millénaires, elle est et s'organise comme elle l'entend ; il est désolant, à son avis, que les autres pays, à commencer par les Etats-Unis, ne veuillent pas comprendre cette évidence.

Il en résulte un rapport différent au temps : les Chinois sont méthodiques et patients ; les Américains sont organisés mais toujours pressés, c'est-à-dire qu'ils ont tendance à vivre dans l'instant et à brûler les étapes, leur système politique reposant en outre sur des élections fréquentes et peu espacées, ce qui remet tout en question en permanence.

3^{ème} partie Le noeud du conflit actuel : l'incompréhension américaine est à l'origine du conflit

Comment les relations entre les deux pays à partir de prémisses aussi favorables en 1945 ont-elles pu se détériorer pour atteindre le niveau de conflit larvé actuel, concrétisé par la guerre commerciale entre eux?

Il y a à cela plusieurs raisons :

Tout d'abord, les Américains, prisonniers de leur propre idéologie (économie libérale = régime politique démocratique) se sont aperçus à l'occasion des événements de Tian An Men, en 1989, que si DENG avait libéralisé l'économie, ce n'était que parce que c'était le seul moyen pour elle de se développer et rattraper ainsi le niveau (économique et politique) qui était le sien avant l'intervention des Occidentaux (Américains compris d'ailleurs) sur son sol. Il y a là une divergence fondamentale sur la fin et les moyens : pour les Américains, les affaires – et l'argent qu'il y a à gagner en en faisant – est une fin en soi ; cette mentalité se réfère aux convictions calvinistes des Pères Pèlerins fondateurs pour qui la prédestination au salut se manifeste, dès ici-bas, par la réussite matérielle.

Pour les Chinois – qui ont enfin compris la leçon du Japon du Meiji – le développement économique est un moyen au service du rétablissement de la Chine dans sa dignité et sa gloire détruites au XIX^{ème} siècle par les Occidentaux.

Ensuite, après avoir fortement aidé celle-ci par leurs investissements (consécutifs aux premiers investissements réalisés par les Chinois de HONG KONG et de la diaspora) et leurs transferts de technologie – et leur aide à l'admission à l'OMC - les Américains se sont rendus compte avec un certain effroi de l'essor considérable de l'économie chinoise au plan mondial ; cet essor s'est traduit par l'afflux sur le marché américain de produits à bas coût notamment dans le domaine du textile : la balance commerciale entre la Chine et les Etats-Unis s'en est trouvée durablement déséquilibrée ; parallèlement l'industrie américaine se trouvait obligée, en raison de cette concurrence, soit à se délocaliser (en Chine) soit à disparaître complètement – ce qui laissait des ouvriers au chômage, ceux qui formeront le gros des électeurs de Donald TRUMP.

Loin d'attribuer cet essor au travail et à l'inventivité des Chinois, enfin rendus à eux-mêmes par DENG, les Américains ont souligné que celui-ci avait été faussé par les violations, en dépit des promesses faites et non tenues de la propriété intellectuelle en matière de brevets, le maintien de sociétés d'Etat échappant à la concurrence et les difficultés faites aux entreprises étrangères pour pouvoir s'implanter en Chine sans être obligées de s'associer à une entreprise chinoise sous forme de joint-venture.

Par ailleurs, mais de manière moins manifeste, les Américains restaient conscients que leurs déficits commercial et budgétaire étaient financés par la souscription par les Chinois de bons du Trésor américain, ce qui pouvait faire planer une menace, atténuée certes par le maintien du dollar comme monnaie de transaction et de réserve internationale.

Cette rancoeur américaine a été alimentée par les auteurs américains déjà mentionnés qui, dans le genre sensationnel propre à ce genre de littérature pour soutenir son succès ont

immédiatement échafaudé des théories tendant à prouver qu'il était dans le sens de l'Histoire que les Etats-Unis entrent en conflit avec la Chine.

Dernier avatar de cette confrontation sino-américaine, celle-ci est devenue un enjeu de politique intérieure aux Etats-Unis et a abouti à l'élection, dans un pays à majorité structurellement Démocrate d'un président Républicain : celui-ci a bénéficié de l'appui des victimes américaines de la mondialisation, notamment dans le *Rustbelt* particulièrement touché par la concurrence chinoise. Sitôt élu, Donald TRUMP a donné la tendance nouvelle de la politique américaine, d'une part de retour à l'isolationnisme traditionnel, d'autre part de déclaration de guerre, commerciale, à la Chine.

Le retour à l'isolationnisme s'est traduit dans le Pacifique, d'une part par le retrait des Etats-Unis du Transpacific Partnership Pact, pourtant élaboré au sein de l'APEC (prise en main par le président CLINTON) sous l'inspiration et avec l'appui des Etats-Unis ; ce retrait a fortement déçu les autres alliés de l'Amérique dans cette région, notamment le Japon et la Corée du Sud, à qui une renégociation des accords commerciaux existants a en outre été imposée et qui restent sous la menace de la révision des accords de défense au pro rata de leur contribution aux frais de stationnement de troupes américaines sur leur sol.

La Chine a, bien entendu, profité de cette défection des Etats-Unis pour élargir son réseau de clients à commencer par les Philippines et en continuant par le Japon et la Corée du Sud réunis à CHENGDU en décembre 2019 pour apaiser, sous sa houlette, les différends entre ces deux derniers pays ; La Chine a également repris la main pour encadrer la Corée du Nord dont les entretiens avec les Etats-Unis sur sa dénucléarisation avec les Etats-Unis ont jusqu'ici tourné court.

Les Américains ont également pris peur devant le développement économique fulgurant de la Chine, devenue en 2013 la 1^{ère} nation commerçante mondiale et en 2014 la 1^{ère} économie en parité de pouvoir d'achat. La Chine revient ainsi – ce qui était son ambition- à la place qu'elle occupait au XVIII^{ème} siècle, avant la mainmise des Occidentaux alors qu'elle produisait 32 % environ des biens manufacturés dans le monde (actuellement, approximativement 25%, sur des bases il est vrai différentes).

Les prévisions de l'OCDE pour 2030 et 2060 attribuent aux Etats-Unis 18 et 16 % du PNB mondial (en recul par rapport aux 23 % de 2011) contre 28 et 28 % (en progression par rapport aux 17 % de 2011).

Ce qui a effrayé surtout les Américains a été de constater que les Chinois augmentaient sans cesse leurs dépenses de R&D, passées de 9 milliards de dollars en 2000 à 293 en 2018 : à ce train, les Chinois sont en mesure de prendre bientôt la tête de l'innovation dans le monde, notamment dans les technologies de pointe.

Un autre sujet de préoccupation pour les Américains est de constater la place grandissante prise par la Chine dans sa région, évinçant par là-même les Etats-Unis et créant à son profit un pôle d'attraction économique : ainsi, de 2003 à 2007, l'Australie, pourtant allié fidèle depuis la Guerre du Pacifique pendant laquelle les Etats-Unis étaient venus à son secours, a vu la part de son PNB exporté vers la Chine de 4% en 2003 à 16 % en 2019.

Le symbole le plus éclatant de l'assurance nouvelle de la Chine dans le monde et de ses ambitions globales est le vaste projet intitulé dans un premier temps « Les nouvelles routes de la

soie » puis « Belt and Road Initiative » (BRI). Par la réalisation de ce vaste projet qui couvre les 3 continents adjacents, La Chine veut consolider et développer ses relations commerciales existantes à l'import comme à l'export, ce qui se traduit par de gigantesques programmes d'infrastructures routières, ferroviaires et portuaires, financées par la Chine sous forme de dons ou de prêts aux pays traversés. Ce vaste projet entend renouer avec une politique de relations terrestres et maritimes interrompues par la fermeture de la Chine sous la dynastie Ming au XVIème siècle sous la pression – permanente dans l'histoire de la Chine ancienne - des barbares du nord.

Telle est la présentation officielle du projet BRI : plusieurs interprétations sont évidemment possibles – plus ou moins bienveillantes – de la part des autres pays directement ou indirectement concernés, à commencer, bien sûr, par les Etats-Unis.

On soupçonne la Chine de vouloir se créer une position prédominante, économiquement et, partant, politiquement, dans les pays d'implantation des infrastructures de la BRI, pour se constituer un nouvel empire euro-africain- asiatique ou, tout au moins, une zone d'influence privilégiée dont les autres nations seraient évincées.

La Chine ne cache d'ailleurs pas ses ambitions qui font l'objet, outre le projet BRI, du document « Made in China 2025 » qui constitue un programme de développement articulé, notamment dans les domaines de pointe, pour rattraper le retard accumulé vis-à-vis du reste du monde pendant deux siècles et deux programmes de développement d'Intelligence Artificielle, l'un visant à égale l'Ouest dès 2020 dans ce secteur technologique, l'autre à faire de la Chine le leader global en 2030.

En dehors des raisons économiques, commerciales et politiques qui viennent d'être évoquées, comment peut-on cerner les raisons profondes du différent sino- américain ?

Il faut tout d'abord souligner qu'après avoir été fluctuant au gré de l'Histoire, comme on l'a rappelé plus haut, ce différend est devenu structurel, c'est-à-dire qu'il influence durablement les relations entre les deux pays : la méfiance et même l'hostilité vis-à-vis de la Chine sont en effet partagés par les Américains, tous partis confondus, c'est-à-dire que si, dans quelques mois, un président Démocrate succédait à l'actuel Républicain, rien ne serait changé.

Ce sentiment général recouvre certes l'élan traditionnel vers l'Ouest qui vient buter sur un obstacle de taille dans sa progression ; il repose aussi sur une méconnaissance assez largement répandue de la Chine et de la civilisation chinoise qui alimente la notion – née au XIXème siècle mais toujours sous-jacente dans le subconscient – de « péril jaune ». Assez curieusement, la méfiance pour les peuples asiatiques inspirée par cette idéologie, s'est appliquée d'abord, pendant la Guerre du Pacifique aux Japonais, agresseurs perfides, jusqu'à la victoire finale, arrachée de haute lutte en 1945 ; les Américains étaient allés jusqu'à interner, après l'attaque de PEARL HARBOR, non seulement les citoyens japonais présents sur leur sol -ce qui était normal - mais même leurs propres citoyens d'origine japonaise, les *Nisei*, contrairement à toutes les règles du Droit des gens.

Ces mêmes Japonais se sont transformés en alliés au moment de l'agression nord-coréenne contre la Corée du Sud en 1950 et le sont restés depuis – ce qui ne veut pas dire que les Américains ne restent pas vigilants à leur égard – ce qui va finir par les vexer profondément. Le « péril jaune » se

révèle donc à géométrie variable selon les circonstances et, d'ailleurs il fut un temps, pendant la période précédant la 2^{ème} Guerre mondiale, où les Chinois – quoique taillables et corvéables à merci dans le cadre du régime semi-colonial imposé à leur pays - étaient globalement considérés avec sympathie, grâce notamment aux romans de Pearl BUCK. Il n'y a donc pas de raison pour qu'une amélioration ne se manifeste pas un jour.

*

3^{ème} partie – La situation actuelle

La confrontation a commencé avec les premiers coups étant tirés par les Etats-Unis du président TRUMP qui avait été élu sur le slogan « America First » en bonne partie par les déçus de la mondialisation.

Les Etats-Unis se sont retirés du TPP que le président OBAMA avait patiemment élaboré pour y inclure la majorité des pays asiatiques et assurer l'isolement économique, voire politique, de la Chine.

Ensuite, les Américains sont passés aux choses sérieuses en augmentant massivement et brutalement les droits de douane sur les produits chinois importés aux Etats-Unis. Parallèlement ils contestaient le traitement chinois de la propriété industrielle (les brevets étant extorqués aux entreprises américaines dans les joint ventures obligatoires). Ils voulaient ouvrir la Chine aux sociétés de service (banques, assurances, courtage boursier) ; ils voulaient aussi mettre fin, d'une manière laissée à l'appréciation des Chinois, à la prédominance des sociétés d'Etat, bénéficiaires de financements privilégiés et renflouées chaque fois qu'elles étaient en difficulté (c'est-à-dire pratiquement en permanence). Tout ceci faisait partie des engagements pris par la Chine lors de son entrée à l'OMC (avec le soutien des Etats-Unis) et non tenus.

La position des Etats-Unis est compréhensible, compte tenu des énormes déficits commerciaux accumulés d'année en année dans leur commerce avec la Chine – d'autant plus que ces déficits sont financés par des emprunts d'Etat ou privés souscrits par les Chinois eux-mêmes.

La tactique employée par les Américains n'est pas pour autant au dessus de toute critique : le gouvernement TRUMP – isolationniste dans la grande tradition américaine, interrompue seulement par les deux guerres mondiales - professe en effet son hostilité, voire son mépris, à l'égard des organismes internationaux, pourtant portés sur les fonds baptismaux par les Américains (Démocrates, il est vrai, à l'époque) eux-mêmes ; une des bêtes noires du président TRUMP est précisément l'OMC qu'il sabote dans son fonctionnement en refusant de désigner des arbitres américains – et qui a donné pourtant en toute impartialité et à plusieurs reprises raison aux Américains dans leurs différends commerciaux avec le reste du monde (principalement l'Europe).

La Chine se trouve donc vis-à-vis des Américains au plan commercial sur la défensive et tente de leur concéder le moins possible dans les difficiles tractations qui se déroulent entre les deux pays de chaque côté du Pacifique.

Les Américains, voulant exploiter au maximum leur avantage, ont déplacé la confrontation sur un autre terrain, celui de la technologie numérique, en essayant de contrer l'avance prise en ce domaine par la Chine – en voie de les dépasser par sa propre innovation et le dynamisme de ses entreprises. Le conflit a été engagé avec la principale société chinoise spécialisée (que les Américains accusent d'être une émanation de l'APL, alors que ses dirigeants se réfèrent à leur structure coopérative) Huawei ; celle-ci a d'abord été

sanctionnée pour avoir vendu du matériel électronique à l'Iran, objet d'un embargo très strict des Américains, en vertu de l'exterritorialité du droit américain (qui frappe aussi bien les pays européens d'ailleurs) ; son directeur financier (qui est la fille du fondateur et principal dirigeant de Huawei) fait l'objet, toujours dans ce cadre, d'une demande d'extradition adressée au Canada où cette personne a une résidence secondaire ; les Canadiens ne mettent aucun empressement à répondre favorablement à cette demande.

Huawei a mis au point des matériels de transmission plus rapide des messages électroniques (la 5G) qu'il propose au monde entier ; ces matériels sont d'une part de bonne qualité, d'autre part très bon marché, ce qui les rend attractifs. Les Etats-Unis accusent en outre Huawei (présumée organe de l'APL) de faire de ces matériels une source d'information secrète au bénéfice du gouvernement chinois.

Il est de fait que les autres pays, à commencer par les Etats-Unis, n'ont rien de comparable à proposer aux amateurs de 5G dans le monde, les deux seuls concurrents non-chinois étant européens (Nokia et Ericsson)-quoique les Américains poussent les feux pour mettre au point un concurrent valable de leur cru. Ceux-ci font, en attendant, pression sur les autres pays (y compris et surtout leurs alliés européens de l'OTAN) pour qu'ils refusent de s'équiper en matériel Huawei : on dépasse là les bornes de la concurrence, telle qu'elle est définie dans les accords internationaux – dont Donald TRUMP veut précisément se débarrasser ; si les Américains arrivent à mettre au point un système efficace concurrent de celui de Huawei, ils l'imposeront, de gré ou de force aux Européens, comme ils ont imposé leur matériel militaire.

Le conflit s'est trouvé déplacé (et enrichi) par la survenance de la pandémie du Covid-19, qui est partie de la Chine pour infecter le monde entier. Comme dans un conflit classique les deux protagonistes font assaut de propagande et de contre propagande.

Les Chinois sont accusés par les Américains (et leurs alliés européens qui leur emboîtent le pas) d'abord d'être le point de départ de la pandémie et d'avoir réagi trop lentement pour y faire face compte tenu de la rigidité (et du caractère pervers) de leur régime politique.

Les Chinois, dès qu'ils ont levé le confinement à WUHAN ont commencé à faire état de l'excellence de leur stratégie (et de leur système politique qui l'avait permise, qu'ils recommandent d'ailleurs aux pays avec lesquels ils sont en relation en Afrique). Il y ont ajouté un volet portant sur la bonté dont ils avaient fait preuve en envoyant des médecins, des masques et du matériel aux pays les plus touchés d'Europe (Italie, Espagne, France) sans insister outre mesure – mais il faut savoir lire entre les lignes – sur l'inertie générale des Etats-Unis dans cette circonstance.

Les Etats-Unis ont immédiatement contre-attaqué en faisant valoir que les dégâts causés par le virus auraient été moins importants, si le gouvernement chinois n'avait pas, d'abord imposé le silence, pour raison de sécurité d'Etat, aux médecins qui avaient lancé l'alerte, puis réagi trop lentement ce qui avait permis au virus de se diffuser. Ils ont vanté le

succès des Etats ou gouvernements démocratiques dans la lutte contre la pandémie, en mettant en exergue la Corée du Sud, Taïwan et Hong Kong : les deux derniers étant particulièrement mal vus de Pékin, cette référence avait toutes les apparences d'une provocation.

Heureusement, un autre pays communiste (avec les caractéristiques du marché) a fait pencher la balance du côté chinois par ses excellents résultats en matière prophylactique – encore que les relations entre Chine et Vietnam restent plutôt fraîches et que Pékin aurait sans doute préféré avoir un autre concours.

Pour suivre ce conflit, qui ne semble pas devoir prendre fin de sitôt, il faut commencer par évaluer les forces et les faiblesses de chaque protagoniste. Cet exposé ne fait pas double emploi avec ce qui a été dit plus haut concernant les caractéristiques des deux Etats ; celles –ci sont structurelles, alors que ce qui va être exposé est conjoncturel, c'est-à-dire de nature à être modifié, à plus ou moins brève échéance.

Il faut noter en outre que forces et faiblesses de chacun ne sont pas exactement antithétiques, c'est-à-dire que la démographie déclinante américaine, par exemple, correspond à une démographie déclinante chinoise, mais avec des aspects et des conséquences qui diffèrent.

Forces et faiblesses de la Chine

La masse géographique de la Chine et son énorme population (la 1^{ère} du monde, en compétition avec l'Inde) sont à la fois un atout et une faiblesse

La masse géographique parce que la Chine s'étage sur plusieurs climats ce qui lui permet d'avoir une production agricole variée ; elle est cependant handicapée dans le nord par la sécheresse et la désertification ; l'eau provient encore des deux grands fleuves – d'ailleurs reliés entre eux par un système pharaonique visant à apporter l'eau du sud au nord ; ces fleuves ont été, au cours de l'Histoire sujets à débordement ; pour contrer ceux-ci, un système de digues constamment surélevées, ce qui fait que le fleuve coule parfois au dessus de la plaine environnante a été construit et entretenu sous l'autorité des empereurs par un travail collectif millénaire. Le problème de l'eau est fondamental en Chine et risque d'être encore aggravé par le changement climatique qui va faire fondre les glaciers de l'Everest à l'origine de tous cours d'eau d'Asie. On peut imaginer (et c'est pourquoi ce problème n'est pas une caractéristique fondamentale en Chine que les Chinois en viennent à distiller eux aussi l'eau de mer, ce qui n'est pas hors de leur portée compte tenu de l'important parc nucléaire dont ils disposent et dont il va maintenant être question.

La deuxième grande faiblesse de la Chine réside dans son insuffisante dotation en énergie naturelle classique (pétrole et gaz naturel) : il n'en a pas toujours ainsi et la Chine a disposé pendant quelques décennies d'une production indigène de pétrole, devenue très vite insuffisante au regard des énormes besoins d'une économie en pleine expansion et d'une société en voie d'urbanisation rapide et dotée de plus en plus de moyens de transports individuels. L'autre source d'énergie – elle aussi massivement importée – est le charbon, qui continue à être largement utilisé pour la production d'électricité : il en résulte une pollution permanente des grandes villes du Nord et une

contribution massive au réchauffement climatique. La Chine a, d'ores et déjà pris des dispositions pour pallier le manque d'énergie et remplacer les anciennes sources devenues peu soutenables dans leurs effets par le développement d'énergies renouvelables, barrages hydroélectriques sur les cours d'eau (sans trop se préoccuper de leurs effets écologiques néfastes), énergie éolienne (la Chine est le principal producteur de cette forme d'énergie au monde et fabrique des éoliennes qu'elle vend au monde entier) énergie solaire (La Chine contrôle pratiquement le marché mondial des panneaux). Elle est encore loin de pouvoir se passer du pétrole (qu'elle doit importer de Russie et du Moyen-Orient) du gaz naturel (qu'elle importe de Russie) et du charbon (qu'elle importe d'Australie).

La troisième grande faiblesse de la Chine est sa pauvreté en matières premières de base qu'elle doit importer de toutes les parties du monde (cuivre du Chili, fer d'Australie et du Brésil etc.). La parade à cette faiblesse est moins évidente que pour les autres, à moins de mettre au point des matériaux synthétiques aussi résistants que les métaux, ce qui se fait déjà dans l'industrie aéronautique et automobile.

La quatrième grande faiblesse de la Chine réside dans ses sources alimentaires : pour nourrir son bétail (des porcs principalement et des oiseaux de basse-cour –canards surtout- mais aussi de plus en plus des vaches) il lui faut importer des produits végétaux, principalement du soja qu'elle achète au Brésil, mais aussi aux Etats-Unis, en quantité croissante sur injonction (parfaitement contraire aux traités internationaux) de M. TRUMP qui veut aider ses électeurs, agriculteurs du Midwest.

La cinquième faiblesse de la Chine réside dans sa démographie – aussi bizarre que cela puisse paraître car on présente généralement la masse de la population chinoise comme un atout structurel (et c'est ce qui a été fait plus haut) ; l'évolution démographique fait pourtant apparaître un vieillissement de cette population, auquel la Chine est mal préparée (les vieux étaient entretenus traditionnellement par les jeunes actifs et s'occupaient en échange des enfants) ; en outre, le vieillissement est source de tensions sur le marché de l'emploi (la Chine n'envisageant pas, pour le moment, d'importer de la main d'oeuvre étrangère) ; enfin la politique de l'enfant unique qui, si détestable soit-elle, a fortement contribué à l'essor de la Chine a eu un effet secondaire, celui de raréfier le nombre de jeunes filles à marier (les enfants de sexe féminin, inaptés traditionnellement à entretenir le culte des ancêtres, étant supprimées avant leur naissance ; les jeunes Chinois trouvent donc de plus en plus difficilement une épouse – ce qui explique, chaque année, l'immense succès de la « Fête des Célibataires » en novembre.

Au regard de ces faiblesses, la force de la Chine réside principalement dans l'acharnement au travail et l'esprit ingénieux et inventif de ses habitants, qui ont su s'adapter – tout en gardant le cadre confucéen, remis à l'honneur après avoir été vilipendé sous MAO - aux conditions de l'économie moderne, notamment dans la technologie et mettre à profit leurs études à l'étranger que le gouvernement les incitait d'ailleurs à poursuivre – à condition de revenir au bercail celles-ci terminées pour faire bénéficier la collectivité de leurs connaissances et aptitudes à innover.

Jusqu'ici également, le patriotisme de la nation chinoise dans son ensemble n'est pas mis en question ; les opinions différentes des habitants des deux territoires autonomes, Hong Kong et Taïwan, sont vues défavorablement par le gros de la population – il est vrai soigneusement endoctrinée par les media et la presse étroitement contrôlés par le Parti. Il y a certes des transfuges,

mais ils sont une goutte d'eau par comparaison avec les masses de touristes chinois qui déferlent sur le reste du monde et reviennent ensuite en Chine.

Forces et faiblesses des Etats-Unis

Elles ne sont pas antithétiques de celles de la Chine. Toutefois certaines évolutions sont plus inquiétantes que d'autres comme le démontre l'épidémie de coronavirus et ses conséquences économiques)

La première force des Etats-Unis réside dans son système financier public et privé et, surtout dans leur esprit d'innovation et d'adaptation rapide et organisée à toutes les situations, ce qui leur permet de continuer à progresser en dépit des vicissitudes de l'Histoire. La création pratiquement à partir de zéro à partir de 1942 d'une industrie de guerre énorme en est un bon exemple.

Les faiblesses des Etats-Unis sont de deux sortes : d'une part, l'élan créatif qui les a poussés toujours plus loin vers l'ouest a été alimenté par une constante immigration permettant de peser en permanence sur les coûts de main d'œuvre ; cette immigration s'est considérablement modifiée aux cours des dernières décennies : elle est désormais notablement alimentée par les pays d'Asie, surtout l'Inde, qui fournit des ingénieurs de haute qualité pour la high tech. Cette immigration est en train de se modifier radicalement avec une poussée de Latinos venant du sud, contre lesquels les Etats-Unis essaient de se défendre en leur opposant un mur.

Des pressions ont été exercées sur le Mexique pour qu'il empêche le passage de ces migrants sur son territoire, c'est-à-dire qu'il les stoppe à sa frontière sud ; les efforts du gouvernement mexicain sont naturellement très impopulaires auprès des Mexicains qui prennent fait et cause pour leurs frères medio- et sud-américains.

Mais le plus grave n'est pas là : les relations des Etats-Unis avec des pays comme le Mexique sont fortement compromises par l'existence au sud du Rio Grande de puissants cartels de la drogue, omniprésents et, jusqu'ici, indéracinables, qui donne aux gouvernements américains une raison pour être opposés à toute immigration venant du sud.

C'est d'ailleurs un sujet de contentieux permanent entre le gouvernement fédéral et certains Etats fédérés, comme la Californie, qui ont besoin d'une main d'oeuvre bon marché pour les travaux des agricoles.

De manière plus générale cette immigration venant du Sud est de nature à modifier profondément l'équilibre politique et spirituel des Etats-Unis en renforçant leur partie catholique (c'est actuellement la religion la plus représentée aux Etats-Unis) et, surtout, elle diminue numériquement la proportion de WASP de Nouvelle Angleterre qui, depuis l'indépendance ont assumé (dans l'un et l'autre grand parti) la direction générale du pays. On verra notamment, lors des prochaines élections présidentielles, si la jonction se fait en faveur du candidat Démocrate entre les Latinos (qui ont soutenu – avec les jeunes – Bernie SANDERS) et les Noirs (clientèle traditionnelle de Joe BIDEN).

Elle est surtout de nature, par une attaque en quelque sorte de flanc, à briser la poussée vers l'Ouest qui est le fondement même de l'essor des Etats-Unis.

Conclusion

Au début de cette étude, il a été fait référence à un article de The Economist intitulé « la plus importante rupture de la planète » pour qualifier l'affrontement sino-américain.

Trois mois après la parution de cet article (et après l'irruption de la pandémie de Covid-19), le même périodique publie en éditorial un article intitulé « La Chine est-elle en train de gagner ? »

Il est intéressant d'analyser cet article ainsi que celui qui suit dans le corps du périodique, intitulé « la Chine en train de viser le pouvoir global ? »

*

La Chine est-elle en train de gagner ? (Résumé de l'article de The Economist)

La Chine a très mal commencé l'année avec l'apparition d'un virus mortel à WUHAN ; les officiels chinois ont d'abord dissimulé cet incident sanitaire puis a pris des mesures sévères de quarantaine pour cette ville de 10 millions d'habitants ; ces mesures, prises également dans d'autres grandes villes chinoises ont eu pour effet de diminuer le nombre de cas de contamination et les décès. La Chine présente ce résultat comme un triomphe de son système de gouvernement fondé sur un parti unique, le Parti Communiste Chinois (PCC).

La Chine a lancé une importante campagne de propagande dans ce sens. En même elle manifeste sa bonne volonté et sa philanthropie en envoyant aux pays encore frappés par la pandémie (Italie, Espagne, France) du matériel respiratoire, des masques et des médecins.

Certains observateurs en ont conclu que la pandémie a marqué un tournant décisif en faveur de la Chine et au détriment des Etats-Unis (eux-mêmes durement frappés). Cette opinion semble résulter du constat de l'absentéisme des Etats-Unis dans sa gestion mondiale, au rebours de ses prédécesseurs qui s'étaient fortement investis dans la lutte contre l'HIV-AIDS et l'Ebola ; bien plus, le président américain a suspendu la contribution américaine à l'OMS – pourtant pièce centrale du dispositif de lutte contre la pandémie – en alléguant sa soumission aux ordres de PEKIN.

La Chine s'est engouffrée dans cette possibilité qui lui était offerte pour vanter ses mérites – sanitaires et politiques. Il se peut pourtant que cette offensive ne soit pas couronnée de succès. En effet, il est impossible de vérifier les chiffres favorables avancés par PEKIN, au contraire de ceux publiés par la Corée du Sud et Taïwan ; le redémarrage annoncé de l'économie chinoise ne veut pas dire non plus que la consommation suivra. La propagande chinoise est, de plus, assez rudimentaire et désagréable, insistant sur l'incapacité des Américains à dominer la pandémie sur leur territoire.

Elle ne peut non plus effacer l'effet déplorable produit auprès des pays africains (pourtant fournisseurs et clients privilégiés de la Chine) par le traitement réservé aux Africains résidant en Chine, chassés de leur domicile, soumis à des contrôles tatillons et obligés de dormir sur les trottoirs.

Les pays riches soupçonnent la Chine d'avoir d'autres motifs : la Commission de BRUXELLES a mis en garde les Européens contre le risque de rachat à bas prix par les entreprises chinoise

d'entreprises européennes frappées par la crise ; plus généralement, elle se préoccupe de la trop grande dépendance vis-à-vis des producteurs chinois dans des secteurs intéressant la santé (médicaments, appareils respiratoires).

La Chine a-t-elle pour autant l'ambition de supplanter l'Amérique ? La Chine ne pourra pas égaler de sitôt la puissance américaine qui se traduit notamment dans un vaste réseau d'alliances, un soft power efficace.

Un bon critère des ambitions de la Chine sera de voir comment elle réagit dans la recherche d'un vaccin : si celui-ci est trouvé, la Chine s'associera-t-elle à sa large diffusion dans le monde à des conditions accessibles pour tous.

Un autre critère sera l'éventuelle annulation de ses créances internationales s'agissant de pays pauvres, doublement frappés par la pandémie ; le dernier G20 réuni sur cet ordre du jour s'est terminé avec une décision de moratoire sur le paiement des arrérages. La Chine ne s'est pas distinguée en ce domaine, préférant d'ailleurs, par principe, des négociations bilatérales avec ses débiteurs plutôt qu'un règlement au niveau international.

On peut penser que la Chine est moins intéressée à gouverner le monde qu'à empêcher les autres pays à lui faire de l'ombre, à diminuer le rôle du dollar comme monnaie de règlement mondial, et à infiltrer les organismes internationaux pour y instiller sa manière de voir les choses, notamment dans le domaine des droits de l'homme.

Les dirigeants chinois ont pour leur pays de grandes ambitions ; mais ils avancent à pas comptés pour la réalisation de celles-ci, retenus par les difficultés inhérentes au gouvernement d'1,4 milliard de Chinois, et conscients qu'il leur faudra procéder progressivement pour parvenir à leurs fins. Pour le moment, ils se contentent donc d'ébranler l'édifice d'inspiration et d'influence américaine construit à l'issue de la seconde Guerre mondiale.

Certains problèmes ne peuvent être abordés et résolus qu'au niveau mondial ; on a vu dans les années 1920 ce qui arrivait dans un monde du « chacun pour soi » où on essaie de tirer profit du malheur des autres. Le coronavirus fait partie de ces problèmes, comme la criminalité ou le changement climatique. Il est regrettable que les Etats-Unis se soient retirés de la coopération ; il est non moins blâmable que la Chine en profite pour renforcer son statut de superpuissance.

Influence globale : merci au grand frère. En l'absence de direction (leadership) des Etats-Unis, la Chine a une chance d'augmenter son poids. (Résumé de l'article de The Economist)

La Chine la dénomme la plus grande opération de secours qu'elle ait montée à l'étranger depuis 1949, date de la prise de pouvoir en Chine des communistes. Il ne se passe pas de jour sans qu'on entende parler de fournitures par la Chine de matériel sanitaire, du masque à l'appareil respiratoire – et des remerciements qui lui sont adressés par les bénéficiaires. La Chine après avoir été blâmée pour n'avoir pas réagi à temps se flatte maintenant d'avoir vaincu le Covid-19 et se présente comme le sauveur du monde.

Les journaux chinois contrôlés par l'Etat se font l'écho de la moindre remise de dons et parlent de « Route de la Soie de la Santé » (le train chinois apportant en Espagne du matériel sanitaire a emprunté la route de la « Nouvelle Route de la Soie »). « Aider les autres, c'est aussi s'aider soi-même », dit le proverbe chinois. Mais la Chine y voit aussi une source d'avantage politique : l'accent mis sur l'aide accordée aux pays dans le besoin détourne l'attention des défauts de l'action du gouvernement chinois à domicile, notamment son retard à réagir et la sanction infligée aux lanceurs d'alerte. Incidemment, l'OMS a signé un accord avec la Chine au sujet de la Nouvelle Route de la Soie.

Le 26 mars, dans une conférence avec les dirigeants du Parti, Xi Jinping a offert la collaboration de la Chine à la lutte contre la pandémie et son engagement vis-à-vis de la notion de « communauté de destin partagé avec l'humanité ».

Certains commentateurs font valoir que l'aide chinoise pourrait servir à renforcer son soft power – l'un des objectifs du PCC, qui a fait l'objet de l'attention particulière de Xi Jinping en 2007 à un congrès du Parti ; cette attention se traduit notamment par multiplication des Instituts Confucius et par l'organisation d'émissions radiophoniques donnant aux auditeurs étrangers des nouvelles soigneusement revues et corrigées de la Chine.

La campagne de propagande chinoise a été grandement aidée par le retrait de la scène internationale des Etats-Unis, en partie à cause du manque d'intérêt pour les actions collectives de M. TRUMP, également, parce qu'il devait s'occuper de la progression de la pandémie chez lui ; les Etats-Unis se sont même trouvés dans la situation embarrassante d'annuler des chargements de matériel médical distribués par l'USAID, parce qu'ils en avaient besoin à domicile. L'égoïsme des Etats-Unis a été souligné devant l'opinion mondiale par la suspension de la contribution américaine à l'OMS.

Pour autant, gagner les esprits et les cœurs ne se révèle pas aussi aisé pour la Chine : la valeur des dons accordés est bien inférieure au montant total des exportations chinoises de matériel médical qui ont représenté au mois de mars et au début d'avril 1,45 milliard de dollars, aux prix du marché. Il est possible que la Chine n'ait pas de stratégie globale et ciblée en la matière et s'en soit remise aux sociétés (d'Etat ou privées), qui n'ont aucune expérience de la philanthropie, pour réaliser cette action.

Le président d'Alibaba a envoyé de sa propre initiative des chargements importants de matériel sanitaire aux 54 pays africains ; Huawei (soupçonnée d'espionnage par les Etats-Unis) est en train de réaliser sa promesse de 500 000 masques, 30 000 blouses et 120 000 paires de gants aux hôpitaux de New York ; elle a également donné des millions de masques aux pays qui se demandent s'ils vont obéir aux injonctions de WASHINGTON de ne pas avoir recours aux équipements de Huawei, tels que le Canada et les Pays-Bas. Dans certains pays européens, la générosité chinoise a suscité des manifestations publiques de reconnaissance, comme en Serbie et en Italie.

Mais nombreux sont ceux qui pensent que la poussée de propagande de la Chine est cynique et oublieuse de ce que l'Occident a fait pour elle quand elle était encore elle-même aux prises avec le Covid-19 : en début février, 10 tonnes de matériel médical (résultant de dons privés) lui avaient été ainsi envoyées par l'UE et l'Amérique. L'image de la Chine a été gravement affectée en Afrique par les

reportages sur le traitement brutal réservé aux Africains résidant en Chine dans le cadre de la politique de confinement.

Le 15 avril 2020 le G20, dont fait partie la Chine, s'est mis d'accord sur un moratoire des paiements de pays en développement au titre de leur dette ; en ce qui concerne la restructuration de ces dettes, la Chine préfère agir au cas par cas, par négociation directe avec chaque pays débiteur et avec une contrepartie politique, par exemple pour soutenir sa candidature à différentes organisations internationales.

La Chine a réagi violemment, par la voix de ses ambassadeurs, aux informations faisant état du retard pris à réagir contre le virus et de l'extension de la maladie qui en était résulté.

Les dirigeants chinois ne donnent pas un schéma très clair de la manière dont ils entendent refonder l'ordre mondial ; toutefois, en 2017 Xi Jinping a annoncé la couleur en indiquant que la Chine avait conquis un « siège de dirigeant » dans les affaires internationales et « se rapprocherait du centre des décisions par ses contributions à l'Humanité » : ceci ne veut pas dire que la Chine veuille convertir des pays à son système socialiste ; les buts chinois sont souvent de nature défensive, visant à éviter les questions gênantes sur les questions auxquelles elle attache le plus d'importance, comme le problème de Taïwan.

L'aptitude de la Chine à tirer parti de la pandémie pour renforcer son pouvoir global dépend aussi largement de la politique et des économies respectives de la Chine et des Etats-Unis dans la période post-Covid-19. En arrivant à maîtriser son économie lors de la crise financière de 2008-2009, à un moment où les Occidentaux pataugeaient, la Chine a gagné un certain poids international ; il se peut qu'elle n'arrive pas au même résultat dans la crise actuelle sans compromettre sa santé économique par un accroissement démesuré de la dette.

Lorsque le monde sortira de la crise sanitaire, il est vraisemblable que l'attention de l'Occident sera dirigée sur le traitement précoce de la pandémie, le sérieux de ses données fournies sur le Covid-19 et sur la vulnérabilité de l'Occident aux chaînes de fourniture contrôlées par la Chine, notamment dans les industries médicales. Ces sujets pourraient renforcer les craintes sur l'influence globale de la Chine et rendre plus difficiles ses efforts pour remodeler le monde à son goût. L'élection présidentielle aux Etats-Unis en novembre prochain jouera également un rôle : si Joe BIDEN est élu, il réaffirmera une vision libérale de l'ordre mondial, y compris l'appui aux organisations internationales et l'attention portée à des alliances régionales qui ont été découragées ou négligées par M. TRUMP.

La Chine pourrait aussi trébucher : une nouvelle vague de coronavirus ruinerait les prétentions du Parti d'avoir géré supérieurement de la crise sanitaire ; la montée du chômage en Chine créerait des tensions en Chine même et découragerait ses dirigeants de se lancer dans des opérations triomphalistes extérieures.

Pour l'heure, après la défection des Etats-Unis, la Chine se présente comme une tête de file au mieux divisée. Son hésitation est apparue au grand jour quand c'était son tour de présider le Conseil de Sécurité : de tout le mois, elle n'a convoqué aucune réunion consacrée à la pandémie ; la réunion du 9 avril qui a abordé le sujet s'est tenue à huis clos, sur la demande de la Chine. Celle-ci est réputée craindre les attaques directes des Etats-Unis sur l'origine et la propagation de la pandémie.

Deux rivaux sont donc absents de la scène internationale pour piloter cette crise : l'un s'est retiré, l'autre doute de lui-même pour assumer ce rôle. « En attendant, le monde souffre ».

*

On reste perplexe en lisant ces articles parfaitement contradictoires en eux-mêmes :

La Chine, au prix d'efforts considérables et à travers des convulsions nombreuses et douloureuses (Grand Bond en Avant, Révolution culturelle) est arrivée à revenir au rang et à la dignité qui était les siens au début du XIX^{ème} siècle et qui ont été remis en question, de son fait certes, mais surtout du fait de l'agression des Occidentaux ; elle organise maintenant les relations qu'elle a tissées avec ses fournisseurs et ses clients ; elle cherche à maintenir ces résultats positifs en restant dans la course à l'innovation pour égaler et si possible précéder les Etats-Unis. Tout ceci est de l'ordre des faits qu'il faut reconnaître et accepter avec toutes leurs conséquences.

Les Etats-Unis, après 100 ans d'intervention dans le monde pour venir à la rescousse de pays embarqués dans des aventures déraisonnables, ont décidé de se retirer et de revenir à leur isolationnisme traditionnel appuyé sur une quasi autonomie matérielle et sur une monnaie acceptée partout et leur permettant de dépenser sans limites car les prêteurs se bousculent dans le monde entier pour souscrire des Treasury Bonds.

Les pays occidentaux se trouvent donc, alors que la situation est grave, dans l'impossibilité de pouvoir recourir à leur protecteur habituel ; de manière paradoxale, ils reprochent dans le même souffle à la Chine de ne pas vouloir assumer cette fonction tutélaire – après l'avoir vilipendée parce qu'elle utilisait ses succès dans la lutte contre la pandémie et ses largesses aux pays sinistrés pour sa propagande.

Il faut en prendre son parti et réagir en conséquence :

Les Etats-Unis se sont retirés sous leur tente et ont fait savoir qu'ils défendraient désormais leurs intérêts propres en priorité, sans tenir compte des organisations internationales ni de l'intérêt commun à l'échelle mondiale.

La Chine n'a pas du tout envie de lui succéder dans le rôle de « leader », une fois rétablie sa suzeraineté sur son « étranger proche » (comme disent les Russes) et établie son « influence » sur le reste du monde avec lequel elle entend bien rester en relations réglées par les accords multinationaux existants.

Les Occidentaux se rendent bien compte en outre qu'ils risquent de faire les frais de l'affrontement toujours en cours entre les deux superpuissances. Mais il faut qu'ils acceptent, pour rester maîtres de leur destin, d'assumer leur responsabilité dans le cadre d'accords à géométrie variable et en renonçant aux campagnes moralisatrices qui sont dépourvues d'efficacité. C'est un deuxième débat qui s'instaure ainsi à côté de celui qui concerne les relations houleuses entre les deux superpuissances, tout en étant une de ses conséquences directes qui prouve, incidemment, que le Pacifique est bien le nouveau centre du monde, puisque les conflits qui y apparaissent ont des répercussions sur les pays qui ne font pas partie de l'ensemble Pacifique.

Mais une autre question doit être examinée : si, en vertu du slogan « America First » (ou « make America great again ! ») les Etats-Unis reviennent à leur isolationnisme traditionnel, cela veut-il dire qu'ils considèrent, en ce qui concerne l'Asie, que leur poussée vers l'Ouest est terminée ?

Les Etats-Unis entretiennent des bases et des effectifs militaires importants au Japon (proprement dit et à OKINAWA – en dépit de l'opposition des habitants de l'île), en Corée du Sud (reste de la campagne de 1950-53 pour refouler les Nord-Coréens, puis les Chinois) et à GUAM, possession américaine depuis 1898.

L'US Navy, se considérant comme la continuatrice de la Royal Navy dans son rôle de police générale des mers, patrouille en permanence dans le Pacifique occidental, notamment au large des atolls fortifiés par les Chinois en mer de Chine méridionale et dans le détroit de Formose.

Les états-majors américains élaborent en permanence (c'est d'ailleurs leur rôle) des plans pour parer à l'hostilité de la Chine. C'est ainsi que, récemment, une reconversion complète du corps des Marines a été mise en œuvre qui prévoit la diminution de ce corps d'élite et le retour à ses sources (d'infanterie de marine) en le débarrassant, pour plus d'agilité et d'efficacité sur le terrain, d'un certain nombre d'équipements (tanks et avions notamment) dont l'expansion en avait fait une véritable US Army bis. Les Marines seront donc, dans les nouveaux plans américains, appelés à intervenir en opérations de commandos et d'avant-postes très mobiles sur les îles qui bordent la Chine, depuis le Japon jusqu'à Taïwan et les Philippines.

Cette nouvelle conception des hostilités éventuelles avec la Chine cache la prise de conscience par les Américains de la montée en puissance de l'APL et particulièrement des missiles de plus en plus efficaces dont elle est équipée, notamment dans sa marine de guerre ; il est donc maintenant envisagé pour les grosses unités de l'US Navy – notamment les porte-avions - de rester au large en attendant les renseignements fournis par les Marines avant d'être engagées.

Il est fort probable que les affrontements militaires se réduiront pour le moment à des escarmouches locales lors de croisières américaines à proximité de territoires chinois (ou déclarés tels par la Chine).

Dans 2 cas, toutefois, l'escalade pourrait dégénérer :

Le premier est celui d'un affrontement aérien entre patrouilles chinoises et patrouilles japonaises au dessus d'îles revendiquées par les deux pays ; les Etats-Unis se sentiraient-ils alors obligés de venir à la rescousse de leur principal allié dans le Pacifique ?

Le second, beaucoup plus sérieux, est une évolution de la situation politique à Taïwan : depuis la visite de Richard NIXON à Pékin en 1972, les Etats-Unis sont, en principe, liés par le Communiqué de SHANGHAÏ par lequel ils reconnaissent l'appartenance de l'île à la Chine ; mais , parallèlement, une loi américaine autorise le Congrès à approuver des ventes d'armes aux nationalistes ; c'est ce qu'il vient de faire avec la livraison de divers matériels notamment des avions F16, capables de rivaliser avec les appareils de l'APL.

Une loi a été votée par le Parlement chinois aux termes de laquelle une déclaration d'indépendance formelle de Taïwan serait considérée comme un casus belli et donnerait lieu

immédiatement à l'intervention militaire de PEKIN. Jusqu'ici la présidente (indépendantiste) de Taïwan s'est bien gardée de toute manifestation de ce genre.

Les Chinois ont par ailleurs renforcé leurs liens économiques avec l'île – renforcement souhaité par ses milieux d'affaires ; ils offrent également aux jeunes Taïwanais des conditions particulièrement favorables pour entamer des études sur le continent et même travailler en Chine à l'issue de ces études. Mais cela ne suffit pas à faire baisser la tension, encore aggravée par l'échec apparent à HONG KONG du principe « Un pays, deux systèmes » élaborée spécialement pour permettre son retour à la Chine en 1997, qui devait être appliquée à Taïwan au cas (espéré) où elle abandonnerait ses rêves d'indépendance.